

du décès peuvent être obtenus auprès d'Allianz Suisse.

Allianz Suisse est autorisée à demander d'autres renseignements, justificatifs et expertises qu'elle estime nécessaires à la vérification de son obligation de servir des prestations. Afin de constater le droit aux prestations, elle peut notamment exiger l'original ou une copie certifiée conforme du testament du preneur d'assurance, ainsi qu'un certificat d'héritier.

Tant qu'Allianz Suisse n'a pas reçu les documents requis ni statué sur la légitimité dudit droit, elle n'est pas tenue de verser des prestations.

Allianz Suisse sert les prestations dans la monnaie du contrat, exclusivement sur un compte bancaire ou postal en Suisse désigné par l'ayant droit.

#### 11.3 Obligation de déclarer tout changement d'adresse

Tout changement de coordonnées doit être déclaré à Allianz Suisse. En cas de domiciliation à l'étranger, un mandataire doit être désigné en Suisse.

#### 11.4 Violation du contrat sans faute

Lorsqu'une sanction a été convenue entre Allianz Suisse et le preneur d'assurance pour le cas où le preneur d'assurance violerait l'une de ses obligations, cette sanction n'est pas encourue si le preneur d'assurance prouve

- qu'il résulte des circonstances que la violation ne lui est pas imputable, ou
- que la violation n'a pas eu d'incidence sur le sinistre ou sur l'étendue des prestations dues par la compagnie d'assurances.

En cas de violation non fautive des délais, l'action omise doit être immédiatement rattrapée.

### 12 Financement de l'assurance

#### 12.1 Financement au moyen de primes périodiques

Les primes périodiques doivent être payées d'avance annuellement, semestriellement, trimestriellement ou mensuellement, dans la monnaie du contrat.

La première prime est exigible à la conclusion du contrat. La date d'échéance et la périodicité des primes ultérieures figurent dans la police.

#### 12.2 Évolution des primes dans la prévoyance liée (pilier 3a)

En ce qui concerne les primes périodiques dans le domaine de la prévoyance liée, le preneur d'assurance a le choix entre deux variantes à la conclusion du contrat:

- Prime indexée: la prime annuelle relative à la prévoyance liée est adaptée chaque année à l'éventuelle augmentation du montant maximal déductible fiscalement (indexation).
- Prime constante: la prime reste inchangée pendant toute la durée contractuelle.

#### 12.3 Montant des primes de prévoyance liée (pilier 3a) durant la première année civile

Pour l'année civile du début de l'assurance, le preneur d'assurance peut payer une prime à hauteur de la totalité d'une prime annuelle, dans la mesure où cela a été convenu lors de la conclusion du contrat.

#### 12.4 Coordonnées de paiement

Tous les paiements doivent être effectués sur le compte indiqué par la direction d'Allianz Suisse.

### 13 Retard dans le paiement des primes

Si le preneur d'assurance ne donne pas suite, dans les délais prescrits, à son obligation de paiement des primes, il reçoit une sommation mentionnant les conséquences prévues en cas de retard de paiement. Les frais qui en résultent sont à sa charge.

Si le preneur d'assurance ne procède pas au versement de la somme due, frais de rappel forfaitaires et éventuels intérêts de prêt compris, dans un délai de quatorze jours après l'envoi de la sommation, et si l'assurance présente à cette date une valeur de conversion, la police est entièrement transformée en assurance sans paiement de primes et les prestations sont adaptées, conformément au chiffre 14.

Si l'assurance ne présente aucune valeur de conversion à cette date, elle est annulée et l'éventuelle valeur de rachat est versée.

### 14 Transformation en assurance sans paiement de primes

Si l'assurance des prestations garanties présente une valeur de conversion, le preneur d'assurance peut demander à être dispensé de son obligation de payer des primes et à ce que les prestations garanties en

cas de vie et en cas de décès soient adaptées en conséquence. Le calcul des prestations garanties de l'assurance sans paiement de primes se fonde sur la valeur de rachat sans déduction pour risque de taux.

Si la valeur de conversion de l'assurance des prestations garanties est inférieure au montant minimal valable au moment de la transformation en assurance sans paiement de primes, l'assurance est annulée moyennant le versement de la valeur de rachat, à moins que le preneur d'assurance n'en demande expressément la conversion en une assurance sans paiement de primes. Toutes les éventuelles assurances complémentaires s'éteignent lors de la conversion (transformation en assurance sans paiement de primes), sauf si elles présentent une valeur de conversion.

Après la conversion (transformation en assurance sans paiement de primes) d'une assurance vie Comfort Saving Plus, plus aucune prime n'est investie dans la composante placement.

S'il y a prélèvement d'un droit de timbre, celui-ci est répercuté sur le preneur d'assurance.

### 15 Rachat de l'assurance

Le preneur d'assurance peut demander que son assurance soit annulée avant terme, totalement ou partiellement, et que la valeur de rachat lui soit versée.

Les dispositions divergentes conformes aux conditions particulières «Prévoyance liée (pilier 3a)» restent réservées.

En cas de prestations d'assurance garanties financées par des primes périodiques, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire diminuée des déductions pour frais d'acquisition non amortis et d'une éventuelle déduction pour risque de taux. Les parts de primes non utilisées sont remboursées.

Les déductions pour frais d'acquisition non amortis et risque de taux peuvent, durant les deux premières années d'assurance, atteindre le montant de la réserve mathématique d'inventaire. Dès lors que les primes sont payées pendant trois ans, la déduction totale pour les frais d'acquisition non amortis et le risque de taux ne doit pas excéder un tiers de la réserve mathématique d'inventaire.

La valeur de rachat des parties de l'assurance financées par des versements complémentaires est réglée dans les «Conditions complémentaires pour les versements uniques dans la prévoyance liée (pilier 3a)».

La valeur de rachat d'une assurance sans paiement de primes correspond à la réserve mathématique d'inventaire diminuée d'une éventuelle déduction pour risque de taux.

La déduction pour risque de taux représente au maximum 20 % de la réserve mathématique d'inventaire diminuée des frais d'acquisition non amortis.

La déduction pour risque de taux est calculée au moyen d'un taux A et d'un taux B. Le taux A correspond à la moyenne des taux du marché des capitaux déterminants aux échéances principales de la période résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat. Le taux B est le taux du marché des capitaux déterminant au moment du rachat pour la période résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat. Si le taux B en vigueur au moment du rachat est inférieur ou égal au taux A, il n'y a pas déduction pour risque de taux. Si le taux B en vigueur au moment du rachat est supérieur au taux A, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire déduite des frais d'acquisition non amortis postcomptée au taux A et précomptée au taux B pour la durée résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat.

La contre-valeur de la composante placement liée aux primes supplémentaires disponible à la date déterminante est due en sus de la valeur de rachat des prestations garanties.

### 16 Remise en vigueur

#### 16.1 Remise en vigueur avec paiement ultérieur des primes

Le preneur d'assurance peut demander qu'un contrat qui a été annulé ou libéré du paiement des primes soit remis en vigueur par Allianz Suisse avec paiement ultérieur des primes, pour autant que l'échéance de la première prime impayée ne remonte pas à plus d'un an. Le paiement d'une prime ne constitue pas une demande de remise en vigueur.

Allianz Suisse peut refuser la demande de remise en vigueur avec paiement ultérieur des primes sans justification.

En cas d'acceptation de cette demande par Allianz Suisse, l'assurance principale et les éventuelles assurances complémentaires ne sont remises en vigueur qu'une fois que toutes les primes impayées avant et après la libération du paiement des primes ont été réglées.

Si ce paiement ultérieur intervient plus d'un an après l'échéance de la première prime impayée, la demande de remise en vigueur est réputée refusée.